

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 14 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC PLASTIQUES

ZI de Chicago

Rue de l'Avenir

55100 VERDUN

Références : EK/344-2022

Code AIOT : 0006204822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Paprec Plastiques 55 est une entreprise spécialisée dans le recyclage des polyoléfines et des styréniques. Le site de Paprec à Verdun est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 1.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Procédure d'admission	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 1.2.5	/	Sans objet
4	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 5.2	/	Sans objet
5	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 8.1.1.2	/	Sans objet
6	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
7	Moyen de lute Contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 7.7.4	/	Sans objet
8	Protection des milieux recepteurs	Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 7.7.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 1.2.4
Thème(s) : Autre, Nature des déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seules sont autorisés à être réceptionnés dans le centre des déchets de plastiques non dangereux non souillés à recycler comme matières, comprenant notamment : les polyoléfinés (PE, PP...), les styréniques (PS, ABS...), les matières dites techniques (polyamides, polyacétales...), les polychlorures de vinyle (PVC). L'admission d'ordures ménagères brutes, de déchets industriels dangereux et de déchets fermentescibles est interdite dans l'établissement.
Constats : L'exploitant présente son relevé d'admission des déchets pour l'ensemble de l'année 2021. L'inspection relève la quantité totale de matière reçue = 9 610,266 tonnes. Les déchets reçus sont majoritairement du plastique (ABS, PE, PP, PET, PBT...). Paprec exerce également une activité de transit de déchets non dangereux, autorisée par son arrêté préfectoral. L'inspection relève notamment l'admission de : <ul style="list-style-type: none">- 317.712 tonnes de carton- 6.715 tonnes de ferrailles- 246 palettes de bois- 116,594 tonnes d'aluminium L'inspection constate qu'il n'y a ni admission d'ordures ménagères brutes ni de déchets industriels dangereux ni de déchets fermentescibles. L'exploitant précise que les déchets reçu sont déjà triés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 1.2.5
Thème(s) : Autre, Suivi et traçabilité des déchets plastiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Lors d'un enlèvement chez le client, un bon d'enlèvement précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement est établi. Un contrôle de la qualité du déchet est réalisé à la réception sur le centre, sur la base d'une procédure, qui intègre notamment une consigne spécifique à la gestion des refus. Ces refus font l'objet d'un enregistrement. Les informations suivantes sont conservées par l'exploitant et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- les dates de prise en charge des déchets de plastiques, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités d'élimination et/ou valorisation ;- les dates de cession, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers éventuel, les termes du contrat, les modalités d'élimination et/ou valorisation ;- les quantités traitées, les dates d'enlèvement et la destination des matières, les refus ;- les bilans annuels des transactions.
Constats : L'exploitant présente le protocole d'admission des déchets référencé "Protocole d'analyse ; n° : CQ_08_PPL ; Date de dernière version 20 mars 2014". Ce protocole intègre : <ul style="list-style-type: none">- un contrôle qualité sur entrants : document n°CQ_06_PPL dernière version en date du 10 mai 2019- une consigne spécifique en cas de refus. Une fiche de non conformité est émise quand la qualité reçue ne correspond pas à la demande. Cette fiche est référencée "MO04 : Déclassement des déchets non-conformes", dernière version en date du 21 décembre 2012 ; Le relevé fournisseur présenté par l'exploitant mentionne bien toutes les informations exigées par l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 5.2
Thème(s) : Autre, Séparation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
Constats : L'exploitant précise qu'il n'a quasiment aucune opération de tri à effectuer. Les déchets admis arrivent déjà triés. L'inspection constate que les différents types de déchets sont bien séparés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 8.1.1.2
Thème(s) : Autre, Acceptation des balles de plastiques non triées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure de réception des balles de plastiques non triées de la manière à s'assurer de l'absence de bouteilles susceptibles d'avoir contenu des produits phytosanitaires, des huiles moteurs, et plus généralement tout produit toxique ou dangereux pour l'environnement. [...] En cas de présence d'un produit interdit dans l'échantillon prélevé, l'exploitant renvoie à son expéditeur l'ensemble des balles issues du producteur à l'origine de la non-conformité.</p> <p>Constats : L'exploitant présente la procédure de contrôle "Contrôle qualité sur entrants" référencée CQ_06_PPL dernière version en date du 10 mai 2019. Cette procédure détaille les opérations à effectuer sur chacune des catégories de déchets entrants et les contrôles associés.</p> <p>L'exploitant présente le mode opératoire "Déclassement des déchets non conforme" référencé MO04 dernière version en date du 21 décembre 2012. Ce mode opératoire prévoit que le déchets non conforme soient renvoyés au client ou bien vers une filière de traitement adaptée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Constats : L'exploitant présente son registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants pour l'année 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyen de lute Contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lute Contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte et de détection adaptés aux risques à défendre, et au minimum ceux définis ci-après : [...] - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles [...] et de l'ensemble des postes de chargement et de déchargement. Ils sont situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockés, - des robinets d'incendie armés (RIA) [...] [...] Les moyens de lutte contre un incendie doivent pouvoir être accessibles et mis en oeuvre à tout moment. [...]
Constats : L'exploitant dispose de Robinets d'Incendie Armés, d'extincteurs et d'un système de désenfumage. L'exploitant présente le plan des installations associé aux enjeux à défendre. L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle effectué par la société Parfeu Est en date du 22 novembre 2021. Ce rapport mentionne la conformité de l'installation et des matériels associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des milieux recepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2020, article 7.7.9
Thème(s) : Risques accidentels, isolement du réseau de Collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction d'un incendie, est recueilli par un ou plusieurs dispositifs de rétention d'une capacité totale minimale de 1 530 m3 [...]
Constats : Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est réalisé par la mise en place d'obturateurs sur les bouches d'égouts et par l'obturation de l'écoulement des eaux de pluies au moyen d'un ballon gonflable au niveau du point de sortie rejet d'eau du site. Par courriel à l'inspection en date du 17 octobre 2022 l'exploitant justifie d'une capacité de rétention sur site de 3407 m3. La consigne en cas d'incendie n°CS02, modifiée en dernier lieu le 10 octobre 2022, inclut la marche à suivre en cas d'incendie afin de confiner les eaux d'extinction. L'exploitant justifie de la formation de l'ensemble des salariés du site suite à la mise à jour de la consigne en cas d'incendie. Il en atteste par une feuille d'émargement en date du 14 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet